



Legal Aid Bulletin

375 University Avenue, Suite 404
Toronto M5G 2G1 (416) 979-2352

February 1993, No. 83

Uncontested divorces (1): cost awards

In an as yet unreported judgment of the Ontario Court (General Division), costs were awarded to the petitioner in an uncontested divorce based upon marriage breakdown as evidenced by a period of one year's separation.

In the case of *Van Heeswyk v. Van Heeswyk*, dated December 24, 1992, Mr. Justice Herold stated "I am of the view that it is no longer appropriate to take the view that costs should generally not be awarded in an uncontested divorce based upon separation of the parties.

"In considering the exercise of one's discretion it would not in my view be inappropriate to consider the fact that an award of costs in favour of the petitioner might well enable the Ontario Legal Aid Plan to begin to recover some of its substantial expenditure on behalf of legally-aided petitioners... [I] award to the petitioner one-half the counsel fee as set out in Tariff B of \$400 plus one-half the disbursements incurred by the petitioner, which in this case amount to \$350."

Lawyers representing legally-aided petitioners in uncontested divorces are requested to bring this case to the attention of the court and to request a similar order for costs.

Last year the Plan funded 7,449 uncontested divorces. If such an order had been made in those cases, the Plan would have been entitled to recover nearly \$2.8 million of the \$6.4 million expended on uncontested divorces.

Telephone payment inquiries

In January, the Plan received 993 telephone calls on voice mail from solicitors seeking information about Legal Aid payment cheques. Many calls are unnecessary as the Plan is fully funded and cheques will arrive in a couple of days. While the Plan is pleased to be able to offer this information service, the current level of use may curtail its operation.

Experience level for criminal fee reductions

Criminal lawyers may wish to establish their experience level for the fee reduction plan that begins with the new fiscal year on April 1, 1993. Deductions will apply only when fees income reaches the thresholds established for a given level of experience. Updated experience levels should be received by the Plan before March 31.

Certificate must accompany account

Beginning on April 1, 1993, the Plan will enforce Section 94(1)(b) of the Regulation which requires that the original or a photocopy of the acknowledged certificate be submitted with

every account. Changes in the methods of processing accounts require this document to ensure that the correct lawyer is paid for the work done on a certificate.

Uncontested divorces (2): disbursements

All area offices are now sending a "Special Disbursements Interim Account Form" with every authorization to proceed with an uncontested divorce. The form allows lawyers to bill in advance for four disbursements:

- to issue the petition for divorce
- for the notice of judgment
- to obtain the clearance certificate
- to obtain the certificate of divorce.

Lawyers are reminded that these funds must be treated as trust funds and fully accounted for. Any funds not expended on these specific disbursements at the termination of the lawyers retainer must be returned to the Plan. The solicitor's final account must enclose receipts for these disbursements or a copy of the certificate for divorce. Any portion of this advance not accounted for will be deducted from the fees for services provided in the matter as settled by the Legal Accounts Department.

To obtain payment, the completed form should be sent to:
Legal Accounts Department
Ontario Legal Aid Plan
375 University Ave., Ste. #304
Toronto, Ontario M5G 2G1

Lawyers not wishing to use the "Special Disbursements Interim Account Form" may bill for the disbursements in their account for fees and disbursements in the usual manner.

Client liens monitoring

To help lawyers acting on certificates monitor liens given to the Plan by clients, beginning April 1, 1993, notice will automatically be sent to the lawyer when the total of interim accounts paid on the certificate exceeds 75 per cent of the estimated amount of the lien agreement. A copy of the notice will be sent to the Area Director. Notice will also be sent when authorized disbursements exceed 50 per cent of the estimated amount of the lien.

Area Directors and lawyers will be advised when the lien has been paid in full and the lawyer's final account has not yet been received by the Plan. Such cases are often the result of the client's home being sold during the litigation. This may result in reassessment of the client based on the possibility of sufficient resources being available for the client to retain a lawyer privately.



Bulletin de l'aide juridique

375 University Avenue, Suite 404
Toronto M5G 2G1 (416) 979-2352

Février 1993, n° 83

Divorces non contestés (1): adjudication des dépens

Saisie d'une requête en divorce qui alléguait l'échec du mariage en invoquant une séparation d'un an, la Cour de l'Ontario (Division générale) a adjugé des dépens à la partie requérante.

Dans cette décision, qui a été rendue dans l'affaire *Van Heeswyk v. Van Heeswyk* le 24 décembre 1992 et qui n'est pas encore publiée, M. le juge Herold déclare :

«[TRADUCTION] Je suis d'avis que le principe selon lequel des dépens ne devraient généralement pas être adjugés dans un divorce non contesté fondé sur la séparation des parties n'est plus adéquat. Dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qu'il détient à cet égard, le tribunal ne commet pas d'irrégularité en prenant en considération que l'adjudication de dépens au requérant permettrait au Régime d'aide juridique de l'Ontario de commencer à recouvrer une partie des avances de fonds importantes consenties aux requérantes et aux requérants en divorce admissibles à l'aide juridique...[J'] accorde donc à la partie requérante la moitié du montant de 400 \$ prévu au tarif B pour les honoraires d'avocats, plus la moitié du montant de 350 \$ qu'elle a versé en débours dans la présente affaire.»

Les procureures et les procureurs qui représentent des requérantes et des requérants admissibles à l'aide juridique dans des divorces non contestés sont invités à porter cette décision à l'attention du tribunal et à demander des ordonnances de dépens comme celle qui précède.

L'année dernière, le Régime a financé 7 449 divorces non contestés. Si des ordonnances de dépens similaires à celle de l'affaire *Van Heeswyk* avaient été rendues dans ces affaires, le Régime aurait pu recouvrer près de 2,8 millions de dollars sur les 6,4 millions qu'il a payés pour ces divorces.

Appels téléphoniques relatifs au paiement

En janvier, la messagerie téléphonique du Régime a reçu 993 appels d'avocates et d'avocats qui demandaient des renseignements sur le paiement de leurs comptes d'aide juridique. La plupart de ces appels sont inutiles, le Régime étant pleinement à couvert et le chèque parvenant à sa ou son destinataire quelques jours après l'appel. Le Régime est heureux de fournir ce genre de renseignements aux membres de la profession; cependant, il pourrait être contraint d'éliminer ce service en cas d'abus.

Expérience et retenues en matière criminelle

Nous conseillons aux criminalistes de faire connaître leur degré d'expérience aux fins du système de retenues qui entrera en vigueur lors du prochain exercice (1^{er} avril 1993). Les retenues ne seront prélevées que sur les revenus d'honoraires qui atteindront les seuils fixés en fonction de l'expérience. Veuillez communiquer avec le Régime avant le 31 mars 1993.

Obligation de joindre le certificat au compte

À partir du 1^{er} avril 1993, le Régime veillera à l'application de l'alinéa 94(1)b) du Règlement, selon lequel l'original ou une photocopie des certificats acceptés doit être présenté avec chaque compte. Des

changements dans la méthode de traitement des comptes rendent nécessaire la présentation de ce document pour s'assurer que le paiement des services relatifs à un certificat soit remis à l'avocate ou à l'avocat qui les a fournis.

Divorces non contestés (2) : débours

Tous les bureaux régionaux joignent maintenant une «formule de compte provisoire des débours spéciaux» aux autorisations initiales visant les divorces non contestés. Cette formule permet aux avocates et aux avocats de facturer à l'avance quatre types de débours :

- la délivrance de la requête en divorce
- l'avis de jugement
- l'obtention du certificat de mise à jour
- l'obtention du certificat de divorce

Nous désirons rappeler aux avocates et aux avocats qu'ils doivent considérer ces fonds comme des fonds en fiducie et en rendre compte intégralement. Tous les fonds qui n'auront pas été appliqués aux débours précités à la fin du mandat doivent être remis au Régime. L'avocate ou l'avocat doit joindre les reçus relatifs à ces débours ou une copie du certificat de divorce à son compte final. Toute partie de cette avance de fonds dont il n'aura pas été rendu compte sera déduite des honoraires versés à l'acte au moment de leur liquidation par le Service des comptes juridiques.

Pour obtenir votre paiement, remplissez cette formule et faites-la parvenir à l'adresse suivante :

Service des comptes juridiques
Régime d'aide juridique de l'Ontario
375, avenue University, bureau 304
Toronto (Ontario) M5G 2G1

Les avocates et les avocats qui ne veulent pas utiliser la «formule de compte provisoire des débours spéciaux» peuvent facturer les débours dans leur compte d'honoraires et de débours de la manière habituelle.

Contrôle des privilèges consentis par les bénéficiaires

Afin d'aider les avocates et les avocats mandatés en vertu d'un certificat d'aide juridique à contrôler les privilèges accordés au Régime par les bénéficiaires, à partir du 1^{er} avril 1993, le Régime leur adressera un avis dès que le total des comptes provisoires payés à l'égard de leur certificat dépasse 75 pour cent du montant estimé du privilège consenti. Une copie de cet avis est envoyée à la directrice ou au directeur régional concerné. Un avis est également expédié lorsque les débours autorisés dépassent 50 pour cent du montant estimé du privilège.

Les directrices et directeurs régionaux, de même que les avocates et les avocats, reçoivent également un avis lorsque le montant du privilège est payé en entier et que le compte final de l'avocate ou de l'avocat n'a pas encore été reçu par le Régime. Ces situations sont souvent dues à la vente de la maison de la ou du bénéficiaire au cours du litige. Dans ce cas, l'admissibilité de la ou du bénéficiaire risque d'être réévaluée : les nouvelles ressources financières de cette personne pourraient lui permettre de se payer elle-même les services d'une avocate ou d'un avocat.